

Cycle de conférences :

Les réformes de la régulation financière dans l'Union européenne après la crise

L'articulation entre les autorités européennes de surveillance et les régulateurs nationaux

**Jeudi 17 septembre 2015
de 14h 30 à 16h30**

**Accueil 14h
(Auditorium FBF – 18, rue Lafayette PARIS 9^{ème})**

Partenaire



Le système européen de supervision bancaire et financière a fait l'objet d'une refonte complète au lendemain de la grande crise avec l'adoption de plusieurs règlements dans le courant de l'année 2010 visant à appliquer les recommandations du rapport du groupe de haut niveau présidé par Jacques de Larosière. Entrés en vigueur le 1er janvier 2011, ces règlements encadrent désormais le Système européen de surveillance financière (SESF). Cet encadrement connaît depuis lors une singulière montée en puissance tout en conservant ces deux axes initiaux et complémentaires : une régulation macro prudentielle attribuée au Comité européen du risque systémique et une supervision micro-prudentielle confiée aux trois autorités européennes de surveillance (ESMA, EBA, EIOPA).

Les pouvoirs de ces trois dernières autorités connaissent depuis lors une croissance significative, allant de l'édiction de standards techniques relatifs à la mise en œuvre de la législation communautaire à la médiation entre les superviseurs nationaux, en passant par des décisions individuelles.

En parallèle, la dimension internationale de la régulation des services financiers prend de l'ampleur avec la création du FSB et le renforcement des missions de IOSCO et du FMI.

La question de l'articulation des pouvoirs entre autorités européennes et régulateurs nationaux dans un contexte international plus prégnant se pose. Cette problématique s'inscrit dans les enjeux du projet d'Union des Marchés de Capitaux (CMU). La Commission européenne s'interroge désormais sur les moyens d'améliorer et de fluidifier cette articulation afin de dessiner un cadre réglementaire cohérent pour les acteurs de marché.

Quels sont les enjeux et défis de cette articulation des pouvoirs entre autorités de supervision nationale, européenne et internationale ? Comment le cadre de supervision en Europe peut-il contribuer à un meilleur financement de l'économie par les marchés de capitaux ? Comment les régulateurs nationaux envisagent-ils leur rôle à moyen et long terme ?

Nous vous attendons nombreux pour participer à ces échanges !



PROGRAMME

14h30 **Introduction**

Marcel RONCIN, Président, **AFTI**

Augustin BOUJEKA, Maître de conférences à l'**université Paris Ouest Nanterre La Défense**,
Membre, **CEJEC**

14h40 **Présentation générale de l'articulation entre les autorités européennes de surveillance et les régulateurs nationaux**

Régis VABRES, Professeur à l'**université de Bourgogne**, Vice-doyen de la Faculté de droit

15h05 **Analyse de la régulation transfrontalière des conglomérats financiers**

Myriam ROUSSILLE, Professeur à l'**université du Maine**

15h30 **Table Ronde : Enjeux et perspectives liés à l'articulation des pouvoirs entre autorités européennes de supervision et régulateurs nationaux**

Animatrice :

Karima LACHGAR, Délégué Général, **AFTI**

Intervenants :

- **Marie GILLOUARD**, Responsable « Droit européen » Département Juridique et Conformité, **FBF**
- **Guillaume ELIET**, Secrétaire Général Adjoint, **AMF**
- **Nicolas PELIGRY**, Adjoint au Directeur des affaires internationales, **ACPR**
- **Patrick STARKMAN**, Financial Regulation Institutional/External Relations, **ESMA**

16h30 **Fin de la conférence**